

**SAVARIA CORPORATION  
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
AUX 31 DÉCEMBRE 2010 ET 2009**

**TABLE DES MATIÈRES**

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT AUX ÉTATS FINANCIERS.....	1
RAPPORT DES VÉRIFICATEURS.....	2
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	
États consolidés des résultats.....	4
États consolidés du résultat étendu.....	5
Bilan.....	6
États consolidés des capitaux propres.....	7
États consolidés des flux de trésorerie.....	8
Notes afférentes aux états financiers consolidés.....	9

## **RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT AUX ÉTATS FINANCIERS**

Les états financiers consolidés ci-joint de « **SAVARIA CORPORATION** » sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le Conseil d'administration.

Ces états financiers consolidés ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et comportent nécessairement certains montants qui sont fondés sur les estimations les plus probables et des jugements faits par la direction.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la société s'est dotée de systèmes de contrôles comptables internes et a établi des politiques et procédés adaptés à l'industrie dans laquelle elle évolue. Ces systèmes ont pour objet de fournir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte et que l'actif de la société est correctement comptabilisé et bien protégé.

Le Conseil d'administration doit s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et qu'il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers. Le Comité de vérification rencontre périodiquement la direction afin de discuter des contrôles internes exercés sur le processus de présentation de l'information financière, ainsi que des questions de présentation de l'information financière. Le Comité examine également les états financiers consolidés annuels et le rapport des auditeurs indépendants, et fait part de ses constatations au conseil d'administration lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers à l'intention des actionnaires. Les auditeurs désignés par les actionnaires peuvent à leur gré rencontrer le Comité de vérification, en présence ou en l'absence de la direction.

Les présents états financiers consolidés au 31 décembre 2010 et pour l'exercice terminé à cette date ont été audités par les auditeurs désignés par les actionnaires, KPMG s.r./S.E.N.C.R.L. comptables agréés.



Marcel Bourassa  
Le président du conseil et chef de la direction



Jean-Marie Bourassa C.A.  
Le chef de la direction financière

Laval (Québec) Canada  
Le 29 mars 2011



**KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.**  
**Comptables agréés**  
Tour KPMG  
Bureau 1500  
600, boul. de Maisonneuve Ouest  
Montréal (Québec) H3A 0A3

Téléphone (514) 840-2100  
Télécopieur (514) 840-2187  
Internet www.kpmg.ca

## **RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS**

Aux actionnaires de Savaria Corporation

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Savaria Corporation, qui comprennent les bilans consolidés aux 31 décembre 2010 et 2009 et les états consolidés des résultats, du résultat étendu, des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### *Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### *Responsabilité des auditeurs*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève de notre jugement, et notamment de notre évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.



*Opinion*

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de Savaria Corporation aux 31 décembre 2010 et 2009, ainsi que des résultats consolidés de son exploitation et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

*KPMG A. K. L. / S. E. N. C. R. L.*

Comptables agréés

Le 29 mars 2011

Montréal, Québec

**SAVARIA CORPORATION**  
**ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS**  
**POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2010 et 2009**

	<b>2010</b>	2009
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>65 235 775 \$</b>	55 172 324 \$
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Coût des marchandises vendues	<b>46 652 869</b>	40 440 947
Frais de vente et d'administration	<b>12 982 325</b>	11 142 685
Amortissement des immobilisations corporelles	<b>478 007</b>	395 244
Amortissement des actifs incorporels	<b>775 013</b>	438 885
	<b>60 888 214</b>	52 417 761
<b>BÉNÉFICE D'EXPLOITATION</b>	<b>4 347 561</b>	2 754 563
<b>AUTRES REVENUS ET CHARGES (note 6)</b>	<b>(898 158)</b>	147 090
<b>BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES</b>	<b>3 449 403</b>	2 901 653
<b>IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (note 17B)</b>	<b>975 023</b>	643 503
<b>BÉNÉFICE NET</b>	<b>2 474 380 \$</b>	2 258 150 \$
<b>Bénéfice net par action ordinaire</b>		
de base	<b>0,11 \$</b>	0,09 \$
dilué	<b>0,11 \$</b>	0,09 \$
<b>Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (note 18B)</b>		
émis	<b>22 650 527</b>	25 398 499
dilué	<b>22 868 567</b>	25 411 161

**SAVARIA CORPORATION**

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT ÉTENDU

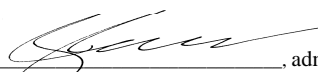
POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2010 et 2009

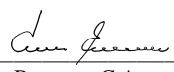
	2010	2009
<b>BÉNÉFICE NET</b>	<b>2 474 380 \$</b>	2 258 150 \$
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU</b>		
Variation de la juste valeur des contrats de change désignés comme couverture de flux de trésorerie	<b>2 252 472</b>	6 773 642
Impôts futurs	<b>(625 865)</b>	(1 982 987)
	<b>1 626 607</b>	4 790 655
(Gains) pertes sur contrats de change porté(e)s au résultat net au cours de l'exercice	<b>(2 176 317)</b>	1 862 161
Impôts futurs	<b>633 676</b>	(572 175)
	<b>(1 542 641)</b>	1 289 986
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	<b>83 966</b>	6 080 641
Pertes nettes latentes sur la conversion des états financiers d'un établissement étranger autonome	<b>(14 940)</b>	-
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU</b>	<b>69 026</b>	6 080 641
<b>RÉSULTAT ÉTENDU</b>	<b>2 543 406 \$</b>	8 338 791 \$

	2010	2009
<b>ACTIF</b>		
<b>ACTIF À COURT TERME</b>		
Trésorerie et équivalents	6 040 620 \$	4 823 164 \$
Trésorerie et équivalents réservés (note 16)	400 000	400 000
Débiteurs (note 7)	10 444 163	7 455 189
Contrats de change à terme (note 23A)	105 395	555 484
Crédits d'impôt à la recherche et au développement à recouvrer	824 508	365 988
Versements exigibles sur les prêts à long terme (note 10)	89 516	26 518
Stocks (note 8)	14 536 280	12 599 651
Frais payés d'avance	939 701	813 613
Actifs d'impôts futurs (note 17A)	522 225	602 059
	<b>33 902 408</b>	27 641 666
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS RÉSERVÉS (note 16)</b>	<b>1 100 000</b>	1 500 000
<b>CRÉDITS D'IMPÔT À LA RECHERCHE ET AU DÉVELOPPEMENT À RECOUVRER</b>	<b>524 247</b>	557 981
<b>AUTRES ACTIFS</b>	<b>-</b>	61 910
<b>PLACEMENTS À LONG TERME (note 9)</b>	<b>1 498 865</b>	5 757 785
<b>PRÊTS À LONG TERME (note 10)</b>	<b>323 809</b>	105 100
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 11)</b>	<b>1 842 360</b>	1 565 784
<b>ACTIFS INCORPORELS (note 12)</b>	<b>3 025 925</b>	1 390 361
<b>ÉCARTS D'ACQUISITION (note 4)</b>	<b>4 974 271</b>	506 230
<b>ACTIFS D'IMPÔTS FUTURS (note 17A)</b>	<b>767 928</b>	801 130
	<b>47 959 813 \$</b>	39 887 947 \$
<b>PASSIF</b>		
<b>PASSIF À COURT TERME</b>		
Emprunts bancaires (note 13)	1 990 000 \$	1 080 000 \$
Créditeurs (note 14)	6 686 515	6 248 985
Produits reportés	2 043 019	415 025
Impôts sur les bénéficiaires à payer	41 663	-
Passif d'impôts futurs (note 17A)	43 632	-
Provision pour garanties (note 15)	356 212	263 970
Versements exigibles sur la dette à long terme (note 16)	3 328 330	1 844 859
	<b>14 489 371</b>	9 852 839
<b>PROVISION POUR GARANTIES (note 15)</b>	<b>426 014</b>	394 494
<b>DETTE À LONG TERME (note 16)</b>	<b>10 063 435</b>	8 852 060
<b>IMPÔTS FUTURS (note 17A)</b>	<b>342 446</b>	-
	<b>25 321 266</b>	19 099 393
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital-actions	12 626 730	12 633 431
Capital-actions à émettre (note 4)	1 200 000	-
Surplus d'apport	2 018 613	1 856 091
	<b>4 712 644</b>	4 287 498
Bénéfices non répartis	4 712 644	4 287 498
Cumul des autres éléments du résultat étendu	2 080 560	2 011 534
	<b>6 793 204</b>	6 299 032
	<b>22 638 547</b>	20 788 554
	<b>47 959 813 \$</b>	39 887 947 \$

Engagements et éventualités (note 22)

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,

  
 \_\_\_\_\_, administrateur  
 Marcel Bourassa

  
 \_\_\_\_\_, administrateur  
 Jean-Marie Bourassa C.A.



**SAVARIA CORPORATION**  
**ÉTATS CONSOLIDÉS DES CAPITAUX PROPRES**  
**POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2010 et 2009**

	2010						
	Capital-actions		Capital- actions à émettre	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Total
	Nombre	Montant					
SOLDE au 31 décembre 2009, avant renversement de l'exercice de droits d'actions à la suite de l'émission d'un prêt à un employé	22 358 219	12 883 431 \$	- \$	1 856 091 \$	4 287 498 \$	2 011 534 \$	21 038 554 \$
Renversement de l'exercice de droits d'achat d'actions à la suite de l'émission d'un prêt à un employé (note 18)	(200 000)	(250 000)	-	-	-	-	(250 000)
SOLDE au 31 décembre 2009	22 158 219	12 633 431	-	1 856 091	4 287 498	2 011 534	20 788 554
Actions annulées à la suite du rachat public d'actions	(290 655)	(166 201)	-	-	(180 510)	-	(346 711)
Actions à émettre dans le cadre d'une acquisition d'entreprise (note 4)	-	-	1 200 000	-	-	-	1 200 000
Émission d'actions dans le cadre d'une acquisition d'entreprise (note 4)	100 000	117 000	-	-	-	-	117 000
Exercice d'options d'achat d'actions	50 000	42 500	-	-	-	-	42 500
Rémunération à base d'actions	-	-	-	162 522	-	-	162 522
Bénéfice net	-	-	-	-	2 474 380	-	2 474 380
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	(1 868 724)	-	(1 868 724)
Variation des gains (pertes) sur contrats de change désignés comme couverture de flux de trésorerie, déduction faite des impôts de 7 811 \$	-	-	-	-	-	83 966	83 966
Variation des écarts de conversion cumulés	-	-	-	-	-	(14 940)	(14 940)
SOLDE au 31 décembre 2010	22 017 564	12 626 730 \$	1 200 000 \$	2 018 613 \$	4 712 644 \$	2 080 560 \$	22 638 547 \$

	2009						
	Capital-actions		Capital- actions à émettre	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Total
	Nombre	Montant					
SOLDE au 31 décembre 2008, avant renversement de l'exercice de droits d'actions à la suite de l'émission d'un prêt à un employé	27 490 514	15 815 977 \$	- \$	1 745 891 \$	4 596 187 \$	(4 069 107) \$	18 088 948 \$
Renversement de l'exercice de droits d'achat d'actions à la suite de l'émission d'un prêt à un employé (note 18)	(200 000)	(250 000)	-	-	-	-	(250 000)
SOLDE au 31 décembre 2008	27 290 514	15 565 977	-	1 745 891	4 596 187	(4 069 107)	17 838 948
Actions annulées à la suite du rachat public d'actions	(5 132 295)	(2 932 546)	-	-	(1 742 784)	-	(4 675 330)
Rémunération à base d'actions	-	-	-	110 200	-	-	110 200
Bénéfice net	-	-	-	-	2 258 150	-	2 258 150
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	(824 055)	-	(824 055)
Variation des gains (pertes) sur contrats de change désignés comme couverture de flux de trésorerie, déduction faite des impôts de 2 555 162 \$	-	-	-	-	-	6 080 641	6 080 641
SOLDE au 31 décembre 2009	22 158 219	12 633 431 \$	- \$	1 856 091 \$	4 287 498 \$	2 011 534 \$	20 788 554 \$

**SAVARIA CORPORATION**  
**ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
**POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2010 et 2009**

	2010	2009
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Bénéfice net	2 474 380 \$	2 258 150 \$
Ajustements pour :		
Amortissement des immobilisations corporelles	478 007	395 244
Amortissement des actifs incorporels	775 013	438 885
Option de règlement (note 9)	139 393	(348 217)
Variation de la juste valeur des billets restructurés (note 9)	(90 155)	(565 163)
Impôts futurs (note 17B)	634 591	516 999
Intérêts capitalisés sur la dette à long terme	248 649	133 741
Charge de rémunération à la suite de l'attribution d'options d'achat d'actions	162 522	110 200
Variation de la valeur des contrats de change encaissés avant échéance	526 244	1 989 000
Perte à la cession d'immobilisations corporelles	(2 968)	(7 660)
Gains de change non réalisés sur éléments monétaires à long terme	(122 351)	(464 374)
	<b>5 223 325</b>	<b>4 456 805</b>
Variation nette des éléments hors caisse liés à l'exploitation (note 5B)	<b>(1 905 460)</b>	<b>(535 264)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>	<b>3 317 865</b>	<b>3 921 541</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition d'entreprises (note 4)	<b>(4 144 488)</b>	(16 515)
Encaissement des placements à long terme	<b>4 209 682</b>	1 035 721
Variation de la trésorerie et équivalents réservés	<b>400 000</b>	(1 900 000)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	<b>43 045</b>	11 108
Acquisition d'immobilisations corporelles	<b>(392 256)</b>	(199 170)
Augmentation des actifs incorporels amortissables	<b>(604 678)</b>	(352 349)
Augmentation des prêts à long terme	<b>(278 978)</b>	-
Encaissement de prêts à long terme	<b>72 325</b>	92 957
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<b>(695 348)</b>	<b>(1 328 248)</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Variation des emprunts bancaires	<b>910 000</b>	370 000
Augmentation de la dette à long terme	<b>2 040 605</b>	7 700 095
Remboursement de la dette à long terme	<b>(2 182 731)</b>	(5 543 619)
Dividendes sur actions ordinaires	<b>(1 868 724)</b>	(824 055)
Rachat d'actions pour annulation	<b>(346 711)</b>	(4 675 330)
Émission d'actions	<b>42 500</b>	-
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<b>(1 405 061)</b>	<b>(2 972 909)</b>
<b>VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS</b>	<b>1 217 456</b>	<b>(379 616)</b>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS au début de l'exercice</b>	<b>4 823 164</b>	<b>5 202 780</b>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS à la fin de l'exercice</b>	<b>6 040 620 \$</b>	<b>4 823 164 \$</b>

## 1 . NATURE DES ACTIVITÉS

Les activités de la société consistent en la fabrication, l'installation et la distribution d'ascenseurs, de plateformes élévatrices et de sièges d'escalier pour les personnes à mobilité restreinte, ainsi qu'en la conversion et l'adaptation de véhicules automobiles pour les personnes handicapées.

## 2 . PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada et ils incluent les principales conventions comptables suivantes :

### A) Périmètre de consolidation

Ces états financiers consolidés comprennent les comptes de la société et de ses filiales listées ci-dessous :

Filiales	31 décembre 2010	31 décembre 2009
	%	%
Ascenseurs Savaria Concord Inc.	100	100
Van-Action (2005) Inc.	100	100
Savaria (Huizhou) Mechanical Equipment Manufacturing Co., Ltd.	100	100
Concord Elevator (London) Ltd.	100	-
Savaria Lifts Ltd.	100	-
Freedom Motors Inc.	100	-
The Liberty Motor Company Inc.	100	-

Les soldes et opérations intersociétés ont été éliminés.

### B) Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et émette des hypothèses qui influent sur les montants inscrits des éléments d'actif et de passif, réels ou éventuels, à la date des états financiers ainsi que sur les montants inscrits des produits et des charges pour les périodes de référence. Les principales estimations comprennent l'évaluation des instruments financiers, y compris les dérivés et les placements dans des billets restructurés, la rémunération à base d'actions, l'amortissement des immobilisations et des actifs incorporels, l'écart d'acquisition, les soldes d'impôts futurs, la provision pour créances douteuses, la provision pour désuétude des stocks, la provision pour frais de garanties ainsi que la mesure des actifs intangibles comptabilisés suite aux acquisitions d'entreprises. Les résultats réels peuvent différer des estimations faites par la direction.

### C) Conversion des devises

La devise fonctionnelle de la société est le dollar canadien.

Les filiales américaines sont définies comme étant intégrées. La société utilise la méthode temporelle pour la conversion de ses comptes et ceux de ses filiales américaines exprimés en monnaies étrangères. Les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan alors que les éléments d'actif et de passif non monétaires sont mesurés aux taux historiques. Les produits et les charges sont comptabilisés au taux de change moyen de la période. Les gains et les pertes de conversion sont compris dans le calcul du résultat net de l'exercice.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, la filiale chinoise est définie comme étant autonome et la méthode du taux courant est utilisée pour la conversion de ses comptes. Avant cette date, la filiale était considérée comme étant un établissement étranger intégré ayant comme monnaie fonctionnelle le dollar canadien. La société utilise maintenant le renminbi chinois en tant que monnaie fonctionnelle de sa filiale chinoise étant donné que la gestion de celle-ci est de plus en plus décentralisée, que le marché de ses produits et services offerts se développe localement et que ses flux de trésorerie ne dépendent plus essentiellement des activités de la société mère. Selon la méthode du taux courant, les éléments d'actif et de passif sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan, alors que les produits et les charges sont convertis en dollars canadiens au taux de change moyen de la période. Les redressements de conversion résultant des fluctuations de taux de change figurent au poste "Cumul des autres éléments du résultat étendu" des capitaux propres.

## 2 . PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

### D) Comptabilisation du chiffre d'affaires

La société comptabilise ses ventes lorsqu'il existe une preuve convaincante d'une entente, que les produits sont livrés, que le prix est déterminé et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Une provision est constituée au moment où les ventes sont comptabilisées en ce qui a trait aux garanties des marchandises. Étant donné que la quasi-totalité des produits sont fabriqués sur commande, il n'y a généralement aucun retour de marchandise possible.

Les revenus provenant de contrats d'installation sont constatés selon le degré d'avancement des travaux sur la base des coûts d'installation engagés par rapport aux coûts prévus. Les revenus provenant des contrats de maintenance sont constatés sur une base linéaire selon l'avancement de la période du contrat. Les revenus non constatés sont comptabilisés comme produits reportés.

Lorsque plus d'un produit ou service est fourni à un client dans un même accord, la société répartit les revenus de chaque élément de l'accord en fonction de leurs prix de vente relatifs basés sur la meilleure estimation du prix de vente de la prestation selon la direction. Chaque élément de l'accord est constaté tel que décrit ci-dessus.

### E) Dépréciation d'actifs à long terme

La société révisé les valeurs comptables de ses actifs à long terme amortissables en comparant la valeur comptable de l'actif ou le groupe d'actifs avec les flux monétaires futurs non actualisés prévus qui seront générés par cet actif ou ce groupe d'actifs lorsqu'un événement indique que sa valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs détenu pour utilisation est supérieure à la somme des flux de trésorerie non actualisés qui devraient provenir de son utilisation ou de sa cession éventuelle. La perte de valeur est évaluée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif ou du groupe d'actifs sur sa juste valeur basée sur le prix en vigueur sur le marché, si disponible, ou sur la méthode des flux monétaires futurs actualisés.

### F) Impôts sur les bénéfices

La société utilise la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, des impôts exigibles sont comptabilisés pour les impôts à payer estimatifs de l'exercice en cours et des impôts futurs sont comptabilisés pour les écarts temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction des taux d'imposition et des lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur qui, selon ce qui est à prévoir, s'appliqueront au revenu imposable des exercices au cours desquels les actifs et les passifs seront réglés ou recouverts. Les actifs d'impôts qui proviennent des pertes reportées et des écarts temporaires sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif sera réalisé. L'effet d'une modification des taux d'imposition sur les actifs et les passifs d'impôts futurs est porté aux résultats de l'exercice au cours duquel cette modification entre en vigueur ou devient pratiquement en vigueur.

### G) Trésorerie et équivalents

La trésorerie et les équivalents comprennent l'encaisse et les placements temporaires ayant une échéance initiale de trois mois et moins.

### H) Comptes clients

La société établit une provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit propre à ses clients et des tendances historiques.

### I) Stocks

Les matières premières et les sous-assemblages sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Les produits en cours et les produits finis sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Leur coût comprend les matières premières ainsi qu'une allocation pour les coûts de la main-d'œuvre directe et des frais généraux de fabrication.

Lorsque les circonstances ayant antérieurement causé la dépréciation des stocks en deçà de leur coût n'existent plus, ou lorsqu'il y a des indications claires d'une augmentation de la valeur de réalisation nette, le montant de la dépréciation fait l'objet d'une reprise jusqu'à concurrence de la dépréciation initiale.

2 . PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

**J) Immobilisations corporelles et amortissement**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon les méthodes et durées suivantes :

Machinerie et outillage	Linéaire	5 à 15 ans
Mobilier et agencements	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel roulant	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Améliorations locatives	Linéaire	Durée des baux

Durant l'exercice, la société a modifié la méthode d'amortissement utilisée, qui était auparavant la méthode dégressive, pour la méthode linéaire. La société est venue à la conclusion que ce changement d'estimation comptable est nécessaire étant donné qu'elle évalue que la durée d'utilité ou le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs procurés par ses actifs amortissables est maintenant mieux représenté par la méthode d'amortissement linéaire. L'incidence de ce changement d'estimation comptable n'a pas eu d'effet significatif sur les résultats de l'exercice en cours.

**K) Actifs incorporels**

Les actifs incorporels comprennent des marques de commerce, des listes de clients, des licences de distribution, des contrats de maintenance, des baux à prix de faveur, des carnets de commandes, des logiciels et des frais de développement capitalisés. Les marques de commerce ne sont pas amorties puisqu'elles ont une durée de vie indéfinie, mais elles font l'objet d'un test de dépréciation périodique afin de déterminer si une provision pour moins-value devrait être portée aux résultats. Cette évaluation consiste à déterminer si la valeur prévue des flux de trésorerie futurs actualisés est supérieure à la valeur comptable nette de l'actif incorporel. Les marques de commerce sont évaluées le 31 décembre de chaque année et lorsque se produisent certains faits ou circonstances qui pourraient entraîner une baisse de valeur.

Les actifs incorporels sont amortis en fonction de leur durée de vie probable selon les méthodes et durées suivantes :

	Méthode	Durée
Listes de clients	Linéaire	5 à 10 ans
Licences de distribution	Linéaire	5 ans
Contrats de maintenance	Linéaire	5 à 10 ans
Baux à prix de faveur	Linéaire	Durée des baux
Carnets de commandes	Linéaire	Au terme de la livraison des commandes

Les frais de développement sont comptabilisés au coût d'acquisition lorsque la société peut démontrer :

La faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'actif incorporel en vue de sa mise en service ou de sa vente; l'intention d'achever l'actif incorporel et de l'utiliser ou de le vendre; sa capacité à utiliser ou à vendre l'actif incorporel; la façon dont l'actif incorporel générera les avantages économiques futurs probables; la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'actif incorporel; et sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'actif incorporel au cours de son développement.

Les crédits d'impôt à la recherche et au développement sont comptabilisés à l'encontre des frais de développement reportés lorsqu'ils sont liés à ces frais reportés. La portion des crédits d'impôt non attribuée aux frais de développement reportés est comptabilisée en réduction des frais auxquels elle se reporte.

## 2 . PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

### L) Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition n'est pas amorti, mais fait plutôt l'objet d'un test de dépréciation périodique afin de déterminer si une provision pour moins-value devrait être portée aux résultats. Cette évaluation consiste à déterminer si la juste valeur implicite de l'écart d'acquisition est supérieure à la valeur comptable nette. L'écart d'acquisition est évalué le 31 décembre de chaque année, sauf pour les acquisitions de l'année, et lorsque se produisent certains faits ou circonstances qui pourraient entraîner une baisse de la juste valeur de l'unité d'exploitation en dessous de sa valeur comptable.

La société a réalisé des tests de dépréciation sur la valeur comptable de l'écart d'acquisition au 31 décembre 2010. Elle a conclu qu'aucune provision pour moins-value ne doit être comptabilisée.

### M) Montant par action

Le bénéfice net de base par action est fondé sur la moyenne pondérée de l'ensemble des actions ordinaires émises et en circulation, et il est obtenu en divisant le bénéfice net attribuable aux actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice net dilué par action est obtenu en divisant le bénéfice net de base attribuable aux actions ordinaires par la somme du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires servant au calcul du bénéfice net de base par action et du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises si toutes les options d'achat d'actions ordinaires potentiellement dilutives en circulation étaient converties selon la méthode du rachat d'actions.

### N) Rémunération à base d'actions

La société comptabilise selon la méthode de la juste valeur toutes les attributions d'options d'achat d'actions aux salariés, aux consultants et aux administrateurs de la société. Selon la méthode de la juste valeur, le coût de rémunération rattaché aux attributions à des salariés est constaté sur le délai d'acquisition des droits à chaque exercice dans les frais de vente et d'administration. Lorsque les options d'achat d'actions sont exercées, le capital-actions est crédité de la somme de la contrepartie payée plus la portion correspondante précédemment comptabilisée.

### O) Instruments financiers

La société comptabilise tous les actifs financiers et les instruments financiers dérivés à leur juste valeur ou au coût après amortissement. Tous les passifs financiers sont mesurés à leur juste valeur lorsqu'ils sont classés comme détenus à des fins de transaction, sinon ils sont mesurés au coût après amortissement.

La société doit effectuer un classement de l'ensemble de ses actifs et passifs financiers en catégories. Elle a effectué le classement suivant :

La trésorerie et équivalents et la trésorerie et équivalents réservés, les placements à long terme en billets restructurés et l'option de règlement ont été désignés à titre d'actifs détenus à des fins de transaction. L'ensemble de ces éléments est évalué à la juste valeur, et les gains ou pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés aux résultats consolidés.

Les placements à long terme autres qu'en billets restructurés sont classés comme étant détenus jusqu'à échéance. Ils sont évalués initialement à leur juste valeur et comptabilisés par la suite au coût après amortissement.

Les débiteurs et les prêts à long terme sont classés dans les prêts et créances. Ils sont évalués initialement à leur juste valeur et sont comptabilisés subséquemment au coût après amortissement.

Les emprunts bancaires, les créditeurs et charges à payer ainsi que les dettes à long terme sont classés dans les autres passifs financiers. Ils sont évalués initialement à leur juste valeur et sont comptabilisés par la suite au coût après amortissement.

Les coûts de transaction liés aux actifs et aux passifs financiers détenus à des fins de transaction sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Les coûts de transactions liés aux actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance, aux prêts et créances et aux autres passifs financiers sont considérés dans la valeur comptable de l'actif et du passif et sont ensuite amortis sur la durée de vie prévue de l'instrument au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les gains et les pertes sur les instruments financiers désignés comme couverture de flux de trésorerie sont comptabilisés dans les résultats pendant la même période que les opérations sous-jacentes. Les variations de la juste valeur des instruments financiers non désignés dans des relations de couverture sont comptabilisés dans les résultats immédiatement.

Les contrats de change à terme sont classés à titre d'actifs détenus à des fins de transaction. Les contrats sont remesurés à la juste valeur à la fin de chaque période.

### 3 . NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES

#### A) 2010

##### *Accords de prestations multiples générateurs de produits*

Le 24 décembre 2009, l'abrégié No 175 du Comité sur les problèmes nouveaux (CPN-175), *Accords de prestations multiples générateurs de produits*, modifie les indications contenues dans le CPN-142, *Accords de prestations multiples générateurs de produits*, et établit des exigences additionnelles en ce qui a trait à la constatation des produits liés à des prestations multiples et requiert une divulgation plus complète. Les dispositions du CPN-175 sont applicables prospectivement et peuvent être appliquées rétroactivement aux accords de prestations multiples générateurs de produits conclus ou modifiés de manière significative au cours du premier exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011; toutefois l'adoption par anticipation est permise.

Ce nouvel abrégié a été adopté par la société de façon anticipée au moment de l'acquisition d'une de ses filiales en 2010, laquelle conclut des accords de prestations multiples.

#### B) Modifications comptables futures

Chapitre 1582 : *Regroupements d'entreprises*, chapitre 1601 : *États financiers consolidés*, et chapitre 1602 : *Participations sans contrôle*

En 2009, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1582, *Regroupements d'entreprises*, le chapitre 1601, *États financiers consolidés*, et le chapitre 1602, *Participations sans contrôle*. Ces nouvelles normes s'appliqueront aux états financiers de la société de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2011. La société ne prévoit pas que ces trois nouvelles normes aient une incidence importante sur les états financiers consolidés de la société.

Le chapitre 1582 remplace le chapitre 1581 et il établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Il constitue l'équivalent canadien de la norme internationale d'information financière IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*. Le chapitre s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe au début du premier exercice annuel ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ou à une date ultérieure.

Les chapitres 1601 et 1602 remplacent l'ancien chapitre 1600, *États financiers consolidés*. Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Il s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation de la participation sans contrôle dans une filiale. Il constitue l'équivalent des dispositions correspondantes de la norme comptable internationale IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, et s'applique aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

##### *Normes internationales d'information financière (« IFRS »)*

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les sociétés publiques, seront remplacés, à compter des exercices ouverts à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011, par les IFRS. La société devra présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 décembre 2011 selon les IFRS.

### 4 . ACQUISITION D'ENTREPRISES

Le 1<sup>er</sup> février 2010, la société a acquis 100 % du capital-actions en circulation de Concord Elevator (London) Ltd (« Concord London »), détaillant spécialisé dans l'installation et l'entretien d'ascenseurs et de plates-formes élévatrices dans la province de l'Ontario. L'entente prévoit le versement d'un montant initial de 1 500 000 \$ à la date d'acquisition, ainsi que quatre versements annuels de 600 000 \$ à la date d'anniversaire de l'acquisition. Ce billet à payer ne porte aucun intérêt et a été comptabilisé à sa juste valeur estimée fondée sur l'actualisation des flux de trésorerie y afférents au taux de 6,5 %. La transaction comprend l'émission potentielle par la société de 1 million d'actions ordinaires un an suivant la signature de l'entente, advenant la réalisation de certaines conditions. Au 2e trimestre, étant donné la certitude quant à la réalisation des conditions en question, les actions à émettre ont été comptabilisées au montant de 1 200 000 \$ sous la rubrique "capital-actions à émettre" et seront émises en février 2011.

**4 . ACQUISITION D'ENTREPRISES (suite)**

Le 19 juillet 2010, la filiale Savaria Lifts Ltd (« Savaria Lifts ») a acquis certains actifs et passifs de la compagnie Concord Elevator (Alberta) Ltd, détaillant spécialisé dans l'installation et l'entretien d'ascenseurs et de plates-formes élévatrices dans la province de l'Alberta. L'entente prévoit le versement d'un montant initial de 240 000 \$ à la date d'acquisition ainsi qu'un versement de 100 000 \$ à la première date d'anniversaire de l'acquisition. Le billet à payer lié à cette acquisition ne porte aucun intérêt et a été comptabilisé à sa juste valeur estimée fondée sur l'actualisation des flux de trésorerie y afférents au taux de 6,5 %.

Le 2 août 2010, la société a acquis 100 % du capital-actions en circulation de Freedom Motors Inc. (« Freedom »), société spécialisée dans la conversion de mini-fourgonnettes pour les personnes à mobilité restreinte. L'entente prévoit le versement d'un montant initial de 2 560 000 \$ à la date d'acquisition ainsi qu'un versement de 500 000 \$ à la première date d'anniversaire de l'acquisition. Le billet à payer lié à cette acquisition ne porte aucun intérêt et a été comptabilisé à sa juste valeur estimée fondée sur l'actualisation des flux de trésorerie y afférents au taux de 6,5 %.

Le 2 août 2010, la société a acquis 100 % du capital-actions en circulation de The Liberty Motor Company Inc. (« Liberty »), société spécialisée dans la conversion de mini-fourgonnettes pour les personnes à mobilité restreinte. L'entente prévoit l'émission de 100 000 actions ordinaires et le versement d'un montant initial de 250 000 \$ à la date d'acquisition ainsi que deux versements annuels de 125 000 \$ à la date d'anniversaire de l'acquisition. Le billet à payer lié à cette acquisition ne porte aucun intérêt et a été comptabilisé à sa juste valeur estimée fondée sur l'actualisation des flux de trésorerie y afférents au taux de 6,5 %.

Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'achat pur et simple, et les résultats d'exploitation ont été présentés dans les états financiers consolidés à compter des dates d'acquisition. Les répartitions de prix d'achat de Concord London et de Savaria Lifts présentées ci-après sont finales, alors que celles de Freedom et Liberty sont préliminaires et sont fondées sur des estimations de la société puisque certaines informations ne sont pas encore disponibles.

	Concord Elevator (London) Ltd	Concord Elevator (Alberta) Ltd	Freedom Motors Inc.	The Liberty Motor Co. Inc.	Total
<b>Actifs acquis</b>					
Trésorerie	727 217 \$	- \$	- \$	- \$	727 217 \$
Éléments d'actif à court terme	1 497 478	87 795	2 016 070	2 156 327	5 757 670
Immobilisations corporelles	221 377	9 500	113 359	32 045	376 281
Actifs incorporels amortissables	913 000	170 000	668 639	58 175	1 809 814
Actifs d'impôts futurs	-	-	-	369 892	369 892
Écart d'acquisition	3 407 750	290 546	769 745	-	4 468 041
	6 766 822	557 841	3 567 813	2 616 439	13 508 915
<b>Passif pris en charge</b>					
Découvert bancaire	-	-	22 038	15 953	37 991
Passif à court terme	1 619 636	205 142	358 105	1 969 971	4 152 854
Impôts futurs	240 325	-	106 556	-	346 881
Provision pour garantie	-	-	54 000	40 000	94 000
Dette à long terme	35 855	4 192	-	-	40 047
Billet à payer	-	-	-	110 207	110 207
	1 895 816 \$	209 334 \$	540 699 \$	2 136 131 \$	4 781 980 \$
Valeurs nettes acquises	4 871 006 \$	348 507 \$	3 027 114 \$	480 308 \$	8 726 935 \$
Moins: Frais de transaction déboursés en 2009	16 515	-	-	-	16 515
Trésorerie (découvert bancaire) des entreprises acquises	727 217	-	(22 038)	(15 953)	689 226
Frais à déboursier	-	-	-	30 000	30 000
Capital-actions à émettre	1 200 000	-	-	-	1 200 000
Capital-actions émis	-	-	-	117 000	117 000
Billets à payer à court terme	542 474	100 000	395 133	-	1 037 607
Billet à payer à long terme	1 492 099	-	-	-	1 492 099
Flux de trésorerie liés aux acquisitions	892 701 \$	248 507 \$	2 654 019 \$	349 261 \$	4 144 488 \$



**4 . ACQUISITION D'ENTREPRISES (suite)**

Des 1 809 814 \$ d'actifs incorporels acquis, 690 418 \$ ont été attribués à des listes de clients, 870 000 \$ à des contrats de maintenance, 231 757 \$ à des carnets de commandes et 17 639 \$ à un bail à prix de faveur.

L'écart d'acquisition de 4 468 041 \$ a été attribué aux secteurs Accessibilité et Véhicules adaptés pour des valeurs de 3 698 296 \$ et 769 745 \$, respectivement. On prévoit que 149 840 \$ de l'écart d'acquisition pourra être déductible fiscalement. À ce montant de 4 468 041 \$ s'ajoute le solde d'ouverture de 506 230 \$, attribuable au secteur accessibilité, pour un écart d'acquisition total de 4 974 271 \$ au 31 décembre 2010.

**5 . FLUX DE TRÉSORERIE**

**A) Intérêts débiteurs et impôts**

Les flux de trésorerie se rapportant aux intérêts débiteurs et aux impôts se détaillent comme suit :

	2010	2009
Intérêts débiteurs versés	621 760 \$	439 364 \$
Impôts sur les bénéfices versés	147 229 \$	59 740 \$

**B) Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement**

	2010	2009
Débiteurs	(699 482) \$	2 121 091 \$
Stocks	667 308	(2 290 729)
Frais payés d'avance	53 631	(204 479)
Crédits d'impôt à la recherche et au développement à recouvrer	(101 502)	(107 322)
Créditeurs	(2 359 300)	223 245
Produits reportés	559 895	(95 336)
Impôts sur les bénéfices à payer	41 663	-
Provision pour garantie	(67 673)	(181 734)
	(1 905 460) \$	(535 264) \$

**C) Transactions non monétaires**

En 2009 et en 2010, il y a eu des transactions non monétaires liées à la comptabilisation de contrats de location-acquisition dans les immobilisations et la dette à long terme au montant de 28 991 \$ (119 538 \$ en 2009). De plus, en 2010, il y a eu des transactions non monétaires liées à la conversion de débiteurs en prêts à long terme au montant de 78 075 \$.

**6 . AUTRES REVENUS ET CHARGES**

	2010	2009
Revenus d'intérêts et de dividendes	52 077 \$	54 406 \$
Perte de change	(256 252)	(393 402)
Intérêts sur la dette à long terme	(531 673)	(319 655)
Dépense d'intérêts et frais bancaires	(149 296)	(119 709)
Variation de la juste valeur des billets restructurés (note 9)	90 155	565 163
Option de règlement (note 9)	(139 393)	348 217
Gain à la cession d'immobilisations corporelles	4 201	7 660
Autres revenus	32 023	4 410
	(898 158) \$	147 090 \$

**7 . DÉBITEURS**

	2010	2009
Comptes clients	10 273 976 \$	8 397 563 \$
Provision pour créances douteuses	(652 803)	(1 480 553)
	9 621 173	6 917 010
Taxes à la consommation à recevoir	658 229	512 937
Autres débiteurs	164 761	25 242
	10 444 163 \$	7 455 189 \$

**8 . STOCKS**

	2010	2009
Matières premières et sous-assemblages	11 771 315 \$	10 392 372 \$
Produits en cours	413 104	658 190
Produits finis	2 351 861	1 549 089
	14 536 280 \$	12 599 651 \$

La provision pour désuétude a évolué comme suit au cours de l'exercice :

	2010	2009
Provision pour désuétude au début de l'exercice	(1 794 673) \$	(1 955 419) \$
Augmentation de la provision	(36 641)	(49 998)
Stocks mis au rebut	1 785 776	210 744
Provision pour désuétude à la fin de l'exercice	(45 538) \$	(1 794 673) \$

Le montant des stocks constaté dans le coût des ventes a totalisé 43 700 349 \$ pour l'exercice (39 696 408 \$ pour 2009).

**9 . PLACEMENTS À LONG TERME**

	2010	2009
Billets restructurés (valeur nominale de 1 917 356 \$, 2 185 039 \$ en 2009)	1 290 041 \$	1 309 568 \$
Option de règlement	208 824	348 217
	1 498 865	1 657 785
Certificat de placement garanti (juste valeur de 4 100 000 \$ en 2009)	-	4 100 000
	1 498 865 \$	5 757 785 \$

La société détient des placements ayant une valeur nominale de 1 917 356 \$ (1 927 766 \$ US) qui sont investis dans des billets restructurés à la suite de la conversion du papier commercial adossé à des actifs (« PCAA »). Ces placements ont fait l'objet d'une évaluation à la juste valeur en fin d'exercice.

Les billets restructurés sont classés comme instruments financiers détenus à des fins de transaction.

*Évaluation*

L'estimation de la juste valeur des billets restructurés a été calculée à l'aide de l'information fournie par le comité pancanadien des investisseurs, par Ernst & Young inc., par le Contrôleur de la restructuration ainsi que par BlackRock Canada Ltée, l'administrateur des actifs.

À l'aide de cette information, la société a été en mesure de déterminer les caractéristiques clés pour chaque classe de billets restructurés reçue : la valeur nominale, la cote de crédit, le taux d'intérêt ainsi que les paiements d'intérêts projetés et la date d'échéance. Par la suite, elle a estimé le rendement qu'un investisseur potentiel exigerait pour chaque classe de billets (« Taux de rendement exigé »). En dernier lieu, elle a calculé la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs pour chacune des classes en utilisant le Taux de rendement exigé comme facteur d'escompte.

Durant l'exercice, la juste valeur des billets restructurés a été influencée, positivement et négativement, par plusieurs facteurs dont une amélioration générale dans le marché crédit, une augmentation des taux d'intérêt, une amélioration dans la valeur nette des actifs des billets à reflète, la baisse de valeur du dollar US par rapport au dollar canadien et le simple passage du temps.

**9 . PLACEMENTS À LONG TERME (suite)**

L'effet net de ces facteurs positifs et négatifs a été une augmentation de la juste valeur des billets restructurés durant l'exercice. En fonction de cette analyse, la société estime la juste valeur de ces billets à un montant de 1 290 041 \$ (1 297 045 \$ US) au 31 décembre 2010. Par conséquent, la société a constaté un gain de 90 155 \$ au cours de l'exercice 2010, en renversement partiel des pertes nettes enregistrées au cours des exercices précédents. À la suite de cette reprise de valeur, le solde de la provision se situe à un montant de 627 315 \$ (630 721 \$ US). À noter que ces billets font l'objet d'incertitude quant à leur valeur d'encaissement éventuelle. Bien que la direction juge sa technique d'évaluation appropriée dans les circonstances, des modifications aux principales hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur la valeur des billets restructurés au cours des prochains trimestres. La résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces placements s'écarte considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction. Ces placements sont présentés à long terme.

Au cours de l'année 2010, la société a encaissé des montants totalisant 109 682 \$ (104 196 \$ US) relativement au remboursement de certains billets restructurés. Les montants encaissés ont servi au remboursement partiel des emprunts garantis par les billets restructurés. Au 31 décembre 2010, la valeur nominale des billets restructurés restants s'élève à 1,9 million \$ (1,9 million \$ US), tel que détaillé ci-dessous :

	Valeur nominale	Juste valeur estimée *	
Billets VAC 2			
A1 (coté A)	835 383 \$	707 659 \$	15 juillet 2056
C	25 922	259	15 juillet 2056
Billets reflète - actifs inadmissibles			
VAC 2 - classe 13	131 524	67 547	20 mars 2014
VAC 3 - classe 25	934 937	521 580	25 décembre 2036
Total des placements	1 927 766 \$	1 297 045 \$	

\* La fourchette des justes valeurs estimées par la société varie entre 1,32 million \$ US et 1,27 million \$ US.

Le 16 mars 2009, la société a signé deux ententes de financement à long terme avec son institution financière afin d'assurer la disponibilité suffisante de liquidités pour respecter ses obligations financières en attendant la disposition des notes restructurées.

La société possède l'option de céder à la banque la propriété de ses billets reflète - actifs inadmissibles et de tout produit de ceux-ci en paiement de 75 % du principal de la dette afférente. Au 31 décembre 2010, la société a estimé la juste valeur de cette option à un montant de 208 824 \$ (209 958 \$ US).

La société possède également l'option de céder à la banque la propriété de ses billets VAC 2 et de tout produit de ceux-ci en paiement de 45 % du principal de la dette afférente. Au 31 décembre 2010, la société a estimé la juste valeur de cette option comme étant nulle.

**10 . PRÊTS À LONG TERME**

	2010	2009
Prêt à long terme issu d'une entente de distribution exclusive des produits de la société avec une entreprise située aux États-Unis. Le montant initial du prêt est de 198 920 \$ (200 000 \$ US). Le solde du prêt au 31 décembre 2010 est de 99 460 \$ (100 000 \$ US). Le prêt ne porte pas intérêt et est remboursable en dix versements annuels égaux commençant en juin 2006.	99 460 \$	126 120 \$
Prêt à long terme issu d'une entente de distribution des produits de la société avec une entreprise située aux États-Unis. Le montant initial du prêt est de 298 380 \$ (300 000 \$ US) dont 74 595 \$ (75 000 \$ US) proviennent de la conversion de débiteurs. Le solde du prêt au 31 décembre 2010 est de 268 542 \$ (270 000 \$ US). Le prêt ne porte pas intérêt, si les objectifs de volume de vente sont atteints, et est remboursable en douze versements mensuels égaux de 4 972 \$ (5 000 \$ US) suivis de 36 versements mensuels égaux de 6 631 \$ (6 667 \$ US) commençant en juillet 2010.	268 542	-

**10 . PRÊTS À LONG TERME (suite)**

	2010	2009
Autres	45 323 \$	5 498 \$
Moins la portion recevable à court terme	413 325	131 618
	89 516	26 518
	323 809 \$	105 100 \$

**11 . IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

	2010		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Machinerie et outillage	3 452 959 \$	2 600 780 \$	852 179 \$
Mobilier et agencements	459 125	263 392	195 733
Matériel roulant	780 852	372 271	408 581
Matériel informatique	439 533	317 052	122 481
Améliorations locatives	1 565 428	1 302 042	263 386
	6 697 897 \$	4 855 537 \$	1 842 360 \$

Au 31 décembre 2010, le mobilier et les agencements et le matériel informatique incluent des actifs loués en vertu de contrats de location-acquisition ayant un coût de 119 538 \$ et de 28 991 \$ respectivement, et un amortissement cumulé de 16 939 \$ et de 302 \$ respectivement.

	2009		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Machinerie et outillage	6 822 706 \$	6 070 712 \$	751 994 \$
Mobilier et agencements	869 342	681 930	187 412
Matériel roulant	370 937	176 994	193 943
Matériel informatique	937 393	807 559	129 834
Améliorations locatives	1 466 751	1 164 150	302 601
	10 467 129 \$	8 901 345 \$	1 565 784 \$

Au 31 décembre 2009, le mobilier et les agencements incluent des actifs loués en vertu de contrats de location-acquisition ayant un coût de 119 538 \$ et un amortissement cumulé de 1 997 \$.

**12 . ACTIFS INCORPORELS**

	2010			
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Ajouts de l'exercice
Marques de commerce	299 932 \$	- \$	299 932 \$	- \$
Listes de clients	1 636 986	554 484	1 082 502	690 418
Licences de distribution	322 150	37 584	284 566	322 150
Contrats de maintenance	870 000	71 250	798 750	870 000
Bail à prix de faveur	17 000	5 194	11 806	17 000
Carnets de commandes	231 757	231 757	-	231 757
Logiciels	556 326	445 004	111 322	52 043
Frais de développement reportés (note 24)	1 034 804	597 757	437 047	234 490
Actifs incorporels amortissables	4 669 023	1 943 030	2 725 993	2 417 858
	4 968 955 \$	1 943 030 \$	3 025 925 \$	2 417 858 \$

**12 . ACTIFS INCORPORELS (suite)**

	2009			
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Ajouts de l'exercice
Marques de commerce	299 932 \$	- \$	299 932 \$	- \$
Listes de clients	946 568	402 292	544 276	-
Logiciels	778 442	679 781	98 661	-
Frais de développement reportés (note 24)	1 001 843	554 351	447 492	352 349
Actifs incorporels amortissables	2 726 853	1 636 424	1 090 429	352 349
	3 026 785 \$	1 636 424 \$	1 390 361 \$	352 349 \$

**13 . EMPRUNTS BANCAIRES**

La société a une marge de crédit de 1 500 000 \$ pour sa filiale Van-Action (2005) Inc. Celle-ci porte intérêt au taux préférentiel majoré de 1,25 %. Une hypothèque mobilière de Van-Action pour un montant de 3 000 000 \$ sur certains biens de la filiale, une garantie selon l'article 427 de la Loi des banques sur les inventaires ainsi qu'un cautionnement de la société mère pour un montant de 250 000 \$ ont été donnés en garantie. Au 31 décembre 2010, le solde de la marge de crédit s'élève à 340 000 \$ (1 080 000 \$ en 2009).

La société a également une marge de crédit de 2 000 000 \$ pour sa filiale, Ascenseurs Savaria Concord Inc. Celle-ci porte intérêt au taux préférentiel majoré de 0,5 %. Une hypothèque mobilière de premier rang de 25 000 000 \$ sur l'universalité des stocks et des créances, présents et futurs, une garantie selon l'article 427 de la Loi des banques sur les inventaires ainsi qu'une garantie de premier rang sur 2 000 000 \$ du solde en banque du compte en dollars US de la filiale ont été données en garantie. De plus, des cautionnements de 2 000 000 \$ chacun des filiales Freedom et Liberty sont donnés en garantie. Au 31 décembre 2010, le solde de la marge de crédit s'élève à 1 650 000 \$ (inutilisée au 31 décembre 2009).

**14 . CRÉDITEURS**

	2010	2009
Fournisseurs et charges à payer	5 677 162 \$	5 574 500 \$
Salaires et déductions à la source	559 108	294 320
Vacances courues	417 776	380 165
Taxes à la consommation à payer	32 469	-
	6 686 515 \$	6 248 985 \$

**15 . PROVISION POUR GARANTIES**

Dans le cours normal de ses activités, la société prend en charge certaines composantes en remplacement de composantes défectueuses en vertu des garanties offertes sur les produits qu'elle vend. Les garanties ont une durée de trois (3) mois, douze (12) mois ou trente-six (36) mois selon le produit. Au cours de l'exercice 2010, outre l'augmentation liée aux acquisitions au montant de 191 435 \$, la société a diminué sa provision de 67 673 \$ (diminué de 181 734 \$ en 2009). Cette charge est cumulée au passif à court terme et à long terme sous la rubrique "Provision pour garanties". La direction établit cette provision en se fondant sur son expérience antérieure. Il est donc possible que les conditions changent et que cela nécessite un changement important dans les montants comptabilisés.

**16 . DETTE À LONG TERME**

	2010	2009
Emprunt d'un montant nominal initial de 6 000 000 \$ et d'une juste valeur initiale de 5 604 365 \$, portant intérêt au taux préférentiel moins 1 % avec un taux d'intérêt effectif égal au taux préférentiel majoré de 1,5 %. Une hypothèque mobilière au montant de 6 600 000 \$ sur l'ensemble des biens de la société et de ses filiales, Ascenseurs Savaria Concord Inc. et Van-Action (2005) Inc., a été donnée en garantie. Remboursable par versements mensuels de 90 909 \$ plus intérêts, venant à échéance en mai 2014.	3 571 117 \$	4 556 288 \$

16 . DETTE À LONG TERME (suite)

	2010	2009
Emprunt d'un montant initial de 4 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1 %. Une hypothèque mobilière au montant de 4 000 000 \$ sur l'ensemble des biens de la société et de sa filiale Ascenseurs Savaria Concord Inc., a été donnée en garantie. Remboursable par versements mensuels de 66 667 \$ plus intérêts, venant à échéance en septembre 2014. Selon les conditions de cette dette, un minimum de 50 % du solde de l'emprunt doit être maintenu en encaisse en tout temps, libre de tout lien. Le montant réservé, dont le solde au 31 décembre 2010 est de 1 500 000 \$, est présenté au bilan sous la rubrique Trésorerie et équivalents réservés et est réparti selon le même taux de répartition à court terme et long terme que la dette, soit 400 000 \$ à court terme et 1 100 000 \$ à long terme.	3 000 000 \$	3 800 000 \$
Emprunt d'un montant initial de 2 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1 %. Une hypothèque mobilière au montant de 10 500 000 \$ sur l'ensemble des biens de la société ainsi qu'un cautionnement au montant de 2 000 000 \$ chacun sur l'ensemble des biens des filiales Ascenseurs Savaria Concord Inc., Freedom et Liberty ont été donnés en garantie. Remboursable par versements mensuels de 33 333 \$ plus intérêts, venant à échéance en septembre 2015.	1 900 000	-
Emprunt d'un montant initial de 1 514 083 \$ US dont le solde est de 1 066 461 \$ US au 31 décembre 2010, portant intérêt au taux de base américain moins 1 %. Seuls les intérêts sont remboursables mensuellement et l'emprunt est garanti en partie par les billets restructurés. Lors de dispositions partielles ou complètes des billets restructurés liés à cet emprunt, le montant reçu en contrepartie servira à réduire le montant de l'emprunt. L'emprunt vient à échéance en mars 2012 et est renouvelable, au gré de la banque, pour des périodes de un an jusqu'à un maximum de quatre périodes de renouvellement. La société possède l'option de céder à la banque la propriété de ses billets reflats - actifs inadmissibles et de tout produit de ceux-ci en paiement de 75 % du principal de cet emprunt (note 9). Cette dette a été renouvelée pour une période de un an en février 2011.	1 060 702	1 225 552
Emprunt d'un montant initial de 1 471 791 \$ US dont le solde est de 912 309 \$ US au 31 décembre 2010, portant intérêt au taux de base américain moins 1 %. Seuls les intérêts sont remboursables mensuellement et l'emprunt est garanti en partie par les billets restructurés. Lors de dispositions partielles ou complètes des billets restructurés liés à cet emprunt, le montant reçu en contrepartie servira à réduire le montant de l'emprunt. L'emprunt vient à échéance en mars 2011 et est renouvelable, au gré de la banque, pour des périodes de un an jusqu'à un maximum de cinq périodes de renouvellement. La société possède l'option de céder à la banque la propriété de ses billets VAC 2 et de tout produit de ceux-ci en paiement de 45 % du principal de cet emprunt (note 9). Cette dette a été renouvelée pour une période de un an en février 2011.	907 383	959 487
Emprunt d'un montant initial de 500 000 \$. Cet emprunt se divise en deux tranches de 250 000 \$, chacune portant intérêt au taux préférentiel majoré de 2,25 %. Remboursable par versements mensuels de 10 417 \$ plus intérêts, venant à échéance en avril 2010. Une hypothèque mobilière de Van-Action pour un montant de 3 000 000 \$ sur certains biens de la filiale, une garantie selon l'article 427 de la Loi des banques sur les inventaires ainsi qu'un cautionnement de la société mère pour un montant de 250 000 \$ ont été donnés en garantie.	-	41 667
Billet à payer relatif à une acquisition d'entreprise d'un montant nominal de 2 377 735 \$ et d'une juste valeur initiale de 2 034 573 \$, ne portant pas intérêt avec un taux d'intérêt effectif de 6,5 %. Remboursable par un premier versement en février 2011 de 577 735 \$ suivi de 3 versements annuels de 600 000 \$, venant à échéance en février 2014.	2 161 618	-
Billet à payer relatif à une acquisition d'entreprise d'un montant nominal de 420 817 \$ et d'une juste valeur initiale de 395 133 \$, ne portant pas intérêt avec un taux d'intérêt effectif de 6,5 %. Remboursable par un versement en août 2011.	405 835	-
Billet à payer relatif à une acquisition d'entreprise d'un montant nominal de 206 895 \$ et d'une juste valeur initiale de 187 104 \$, ne portant pas intérêt avec un taux d'intérêt effectif de 6,5 %. Remboursable par un premier versement en août 2011 de 81 895 \$, suivi par un deuxième versement en août 2012 de 125 000 \$.	192 268	-

16 . DETTE À LONG TERME (suite)

	2010	2009
Billet à payer relatif à une acquisition d'entreprise d'un montant de 8 647 \$, ne portant pas intérêt. Remboursable par un versement en juillet 2011.	8 647 \$	- \$
Emprunts d'un montant initial de 97 657 \$ portant intérêt à des taux allant de 0 % à 8,6 %. Remboursables par versements mensuels égaux de 1 992 \$ jusqu'en juillet 2012, de 1 596 \$ pour les mois d'août et de septembre 2012 et de 402 \$ pour les mois d'octobre 2012 à mai 2015, capital et intérêts, venant à échéance entre juillet 2012 et mai 2015.	60 105	-
Emprunts en vertu de contrats de location-acquisition pour un montant initial total de 148 529 \$, portant intérêt au taux moyen de 9,9 %. Remboursables par versements mensuels égaux de 805 \$ jusqu'en décembre 2013 et trimestriels égaux de 7 062 \$ jusqu'en mars 2015, suivi d'un versement de 9 606 \$ en juin 2015 et de 5 279 \$ en septembre 2015, capital et intérêts, venant à échéance entre décembre 2013 et septembre 2015.	124 090	113 925
	13 391 765	10 696 919
Moins les versements exigibles à court terme	3 328 330	1 844 859
	10 063 435 \$	8 852 060 \$

Les versements exigibles sur la dette à long terme à l'exception des contrats de location-acquisition au cours des cinq prochains exercices s'établissent comme suit :

2011	2012	2013	2014	2015
3 301 949 \$	3 839 905 \$	3 863 902 \$	1 957 974 \$	303 945 \$

Les paiements minimaux exigibles à l'égard des engagements en vertu de contrats de location-acquisition sont les suivants :

Exercices se terminant les 31 décembre :	2011	37 909 \$
	2012	37 909
	2013	37 105
	2014	28 246
	2015	14 885
		156 054
Moins les intérêts (taux moyen pondéré de 9,9 %)		31 964
		124 090
Moins la portion à court terme		26 381
		97 709 \$

17 . IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET IMPÔTS FUTURS

A) Impôts futurs

Les incidences fiscales des écarts temporaires qui donnent lieu à des parties importantes des actifs et des passifs d'impôts futurs s'établissent comme suit :

	2010	2009
<b>ACTIFS D'IMPÔTS FUTURS À COURT TERME</b>		
Contrats de change	(28 525) \$	(161 813) \$
Report prospectif de pertes	298 942	666 626
Provision pour garanties	100 971	77 752
Provisions non déductibles	62 666	66 827
Différence entre la juste valeur et la valeur nominale de la dette à long terme	-	(32 673)
Crédits d'impôt à l'investissement	-	(2 611)
Autres passifs à court terme	36 870	-
Élimination de profit intersociétés	43 877	-
Provision pour stocks	49 016	-
Actifs incorporels	(36 592)	-
Autres	(5 000)	(12 049)
	522 225 \$	602 059 \$

17 . IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET IMPÔTS FUTURS (suite)

	2010	2009
<b>ACTIFS D'IMPÔTS FUTURS À LONG TERME</b>		
Report prospectif de pertes	1 196 862 \$	767 151 \$
Frais de développement reportés	(30 074)	-
Provision pour stocks	-	441 054
Provision pour garanties	8 641	101 435
Immobilisations corporelles	20 024	99 125
Crédits d'impôt à l'investissement	(1 861)	(216 720)
Option de règlement	(56 174)	(98 894)
Actifs incorporels	31 737	330 154
Différence entre la juste valeur et la valeur nominale de la dette à long terme	(20 942)	(42 006)
Impôts de transition de l'Ontario	64 180	-
Autres	15 765	(25 273)
Provision pour moins-value – report prospectif de pertes	(460 230)	(554 896)
	<b>767 928 \$</b>	<b>801 130 \$</b>
<b>PASSIFS D'IMPÔTS FUTURS À COURT TERME</b>		
Actifs incorporels	(21 679) \$	- \$
Différence entre la juste valeur et la valeur nominale de la dette à long terme	(22 239)	-
Autres	286	-
	<b>(43 632) \$</b>	<b>- \$</b>
<b>PASSIFS D'IMPÔTS FUTURS À LONG TERME</b>		
Provision pour garanties	100 035 \$	- \$
Report prospectif de pertes	27 509	-
Frais de développement reportés	160 034	-
Actifs incorporels	(349 048)	-
Billet à payer	(53 295)	-
Crédits d'impôt à l'investissement	(220 916)	-
Autres	(6 765)	-
	<b>(342 446) \$</b>	<b>- \$</b>

B) Impôts sur les bénéfices

	2010	2009
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	3 449 403 \$	2 901 653 \$
Provision pour impôts sur les bénéfices selon le taux d'imposition statutaire fédéral et provincial de 29 % (31 % en 2009)	1 005 156 \$	898 932 \$
Renversement de l'avantage des pertes en capital sur dévaluation d'investissements non comptabilisé	(54 570)	(242 012)
Écart de taux d'imposition de filiales étrangères	(94 915)	-
Écarts permanents	41 832	(26 856)
Charge de rémunération à la suite de l'attribution d'options d'achat d'actions, non déductible	47 359	34 140
Écart de taux sur réserves fiscales et impact de changements de taux	-	42 484
Impôts sur les (bénéfices nets) pertes nettes d'exploitation de filiales non comptabilisés	2 303	(71 015)
Autres	27 858	7 830
	<b>975 023 \$</b>	<b>643 503 \$</b>
<b>IMPÔTS EXIGIBLES ET FUTURS</b>		
Les impôts sur les bénéfices se détaillent comme suit :		
Exigibles	340 432 \$	126 504 \$
Futurs	634 591	516 999
	<b>975 023 \$</b>	<b>643 503 \$</b>



**17 . IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET IMPÔTS FUTURS (suite)**

**C) Pertes reportées**

Au 31 décembre 2010, la société avait des pertes nettes d'exploitation reportées au fédéral, au Québec, en Ontario et en Alberta, de 4 034 000 \$ (3 086 000 \$ en 2009), 1 805 000 \$ (3 004 000 \$ en 2009), 2 665 000 \$ (2 297 000 \$ en 2009) et de 139 000 \$ (néant en 2009), respectivement. Ces pertes reportées viennent à échéance à diverses dates entre 2014 et 2030.

Au 31 décembre 2010, la société avait des dépenses de recherche et de développement non déduites au fédéral et en Ontario pour un montant de 944 473 \$ (1 924 000 \$ en 2009) et au Québec de 1 276 087 \$ (1 924 000 \$ en 2009) qui peuvent être reportées indéfiniment.

La société possède également des crédits d'impôt fédéral pour un montant de 830 000 \$ (770 000 \$ en 2009) ainsi que des crédits d'impôt en Ontario de 51 065 \$ (néant en 2009). Ceux-ci viennent à échéance à diverses dates entre 2014 et 2030.

Au 31 décembre 2010, la société avait des pertes nettes d'exploitation reportées du gouvernement fédéral américain de 926 000 \$ (931 000 \$ US) et des états de 533 000 \$ (536 000 \$ US). Au 31 décembre 2009, les montants de ces pertes reportées étaient de 953 000 \$ (907 000 \$ US) et de 538 000 \$ (512 000 \$ US), respectivement. Aucun actif d'impôts futurs n'a été comptabilisé aux livres sur ces pertes. Celles-ci viennent à échéance à diverses dates entre 2014 et 2030.

**18 . CAPITAL-ACTIONS**

**A) Autorisé :**

Nombre illimité d'actions ordinaires avec droit de vote, participatives et sans valeur nominale  
 Nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang sans valeur nominale, pouvant être émises en séries  
 Nombre illimité d'actions privilégiées de deuxième rang sans valeur nominale, pouvant être émises en séries

En 2007, la société a émis 475 000 actions ordinaires à la suite de l'exercice de droits d'achat d'actions au prix de 1 \$ l'action; en contrepartie, un prêt à long terme de 250 000 \$ a été émis à un administrateur, qui est aussi un employé, générant un encaissement net de 225 000 \$. Ce prêt à long terme a été porté en diminution de l'émission de capital-actions et le nombre d'options en circulation a été augmenté de 200 000. Éventuellement, le capital-actions augmentera d'un montant correspondant aux remboursements sur le prêt et le nombre d'options en circulation sera réduit en conséquence. Ce prêt a été renouvelé en 2010 et une charge de rémunération à base d'actions de 42 560 \$ a été constatée aux résultats de l'exercice. Ce prêt porte intérêt au taux préférentiel moins 1 % et est garanti par 200 000 actions ordinaires de la société, ayant une valeur au marché de 316 000 \$ au 31 décembre 2010. Les intérêts sont composés et payables annuellement alors que le capital est payable à l'échéance, soit le 23 février 2013.

En 2009, la société a racheté 4 695 795 actions ordinaires à un prix de 0,929 \$ par action sous forme d'une offre publique de rachat au comptant. L'excédent du prix payé sur la valeur aux livres des actions rachetées a été imputé aux bénéfices non répartis.

**B) Le tableau suivant présente le rapprochement du nombre moyen d'actions ordinaires en circulation pour le calcul du bénéfice net de base et dilué par action :**

	2010	2009
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (incluant l'effet du nombre d'actions à émettre)	22 650 527	25 398 499
Effet des titres potentiellement dilutifs		
Options d'achat d'actions	218 040	12 662
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour le calcul du résultat dilué par action	22 868 567	25 411 161

En calculant le bénéfice net dilué par action de 2010 et 2009, 537 500 et 1 444 750 options d'achat d'actions, respectivement, ont été exclues en raison de leur effet antidilutif.

**19 . RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS**

Aux termes du régime d'options d'achat d'actions à l'intention des salariés, consultants et administrateurs de la société, le conseil d'administration peut, à son gré, mais sans dépasser 1 742 659 actions, attribuer à certains salariés et administrateurs de la société des options leur permettant d'acquérir des actions de la société. Le prix d'exercice est le cours de clôture de l'action de la journée précédant l'attribution des options. Les droits d'exercice deviennent généralement acquis sur une période variant entre un an et cinq ans à compter de la date d'attribution et les options doivent être levées dans un délai maximal de six ans, sauf en cas de retraite, de cessation d'emploi ou de décès. La valeur de chaque option est estimée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation d'options Black-Scholes avec les hypothèses ci-dessous :

2010				
Nombre d'options attribuées	Taux d'intérêt sans risque	Rendement en dividendes de l'action	Volatilité prévue	Durée prévue
75 000	2,60%	9,93%	65%	3 ans
50 000	2,60%	9,93%	53%	4 ans
60 000	2,23%	9,93%	53%	4 ans
200 000	2,11%	9,93%	53%	5 ans
12 500	1,94%	9,93%	65%	3 ans
<b>Total</b>	<b>397 500</b>	<b>2,28%</b>	<b>53 à 65%</b>	<b>de 3 à 5 ans</b>

2009				
Nombre d'options attribuées	Taux d'intérêt sans risque	Rendement en dividendes de l'action	Volatilité prévue	Durée prévue
75 000	1,72%	7,53%	49%	3 ans
50 000	3,20%	7,53%	49%	6 ans
18 750	1,72%	7,53%	49%	3 ans
<b>Total</b>	<b>143 750</b>	<b>2,24%</b>	<b>49%</b>	<b>de 3 à 6 ans</b>

La juste valeur estimative des options attribuées en 2010 s'élève à 103 556 \$ (24 775 \$ en 2009). Cette valeur est amortie par imputation aux résultats au cours de la période d'acquisition des droits d'exercice en question.

Le coût de rémunération total de 162 522 \$ (110 200 \$ en 2009) pour les attributions d'options d'achat d'actions au profit des salariés, des consultants et des administrateurs a été porté au crédit du surplus d'apport.

	2010		2009	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation au début de l'exercice	1 519 750	1,19 \$	1 998 000	1,33 \$
Attribuées	397 500	1,17 \$	143 750	0,75 \$
Exercées	(50 000)	0,85 \$	-	s.o.
Échues	(166 000)	1,99 \$	(622 000)	1,53 \$
En circulation à la fin de l'exercice	1 701 250	1,15 \$	1 519 750	1,19 \$
Pouvant être exercées à la fin de l'exercice	711 250	1,28 \$	774 750	1,35 \$

19 . RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS (suite)

Le tableau suivant résume certaines informations concernant les options d'achat d'actions en cours aux 31 décembre :

2010				2009			
Prix d'exercice	Options en circulation		Nombre d'options pouvant être levées	Prix d'exercice	Options en circulation		Nombre d'options pouvant être levées
	Nombre	Durée de vie contractuelle moyenne restante			Nombre	Durée de vie contractuelle moyenne restante	
0,64	50 000	1,2 ans	50 000	0,64	75 000	2,2 ans	56 250
0,81	18 750	1,2 ans	18 750	0,81	18 750	2,2 ans	12 500
0,90	50 000	4,4 ans	-	0,90	50 000	5,4 ans	-
0,95	550 000	3,5 ans	25 000	0,95	550 000	4,5 ans	12 500
1,06	50 000	0,2 an	50 000	1,00	200 000	0,1 an	200 000
1,07	60 000	3,5 an	-	1,06	75 000	1,2 an	75 000
1,10	60 000	2,1 ans	30 000	1,10	60 000	3,1 ans	15 000
1,17	125 000	2,6 ans	56 250	1,35	100 000	2,9 ans	50 000
1,19	200 000	4,6 ans	-	1,59	100 000	2,6 ans	50 000
1,25	200 000	1,1 an	200 000	1,60	60 000	1,1 an	43 333
1,30	12 500	2,2 an	6 250	1,65	50 000	1,7 an	37 500
1,35	100 000	1,9 an	75 000	1,80	25 000	1,5 an	16 667
1,59	100 000	1,6 an	75 000	1,96	75 000	0,2 an	75 000
1,60	50 000	0,2 an	50 000	2,00	50 000	0,9 an	50 000
1,65	50 000	0,7 an	50 000	2,15	31 000	0,04 an	31 000
1,80	25 000	0,5 an	25 000	-	-	-	-
<b>de 0,64 \$ à 1,80 \$</b>	<b>1 701 250</b>	<b>2,5 ans</b>	<b>711 250</b>	<b>de 0,64 \$ à 2,15 \$</b>	<b>1 519 750</b>	<b>2,7 ans</b>	<b>724 750</b>

20 . GESTION DU RISQUE LIÉ AU CAPITAL

La société définit les composantes de sa structure de capital comme étant les dettes à long terme et les emprunts bancaires moins la trésorerie et équivalents et la trésorerie et équivalents réservés, les placements temporaires et les placements à long terme plus les capitaux propres.

	2010	2009
Trésorerie et équivalents	(6 040 620) \$	(4 823 164) \$
Trésorerie et équivalents réservés, incluant la portion à court terme	(1 500 000)	(1 900 000)
Emprunts bancaires	1 990 000	1 080 000
Dettes à long terme, incluant la portion à court terme	13 391 765	10 696 919
Placements à long terme	(1 498 865)	(5 757 785)
	<b>6 342 280</b>	(704 030)
Capitaux propres	<b>22 638 547</b>	20 788 554
Total de la structure de capital	<b>28 980 827 \$</b>	20 084 524 \$

En matière de gestion du capital, les objectifs de la société sont les suivants :

- Préserver la capacité de la société à poursuivre son exploitation afin de fournir un rendement à ses actionnaires;
- Préserver la capacité de la société à financer tout projet d'envergure et acquisitions stratégiques;
- Racheter des actions dans le cadre du programme d'achat et d'annulation d'actions.

La société détermine le montant du capital proportionnellement au risque. Elle gère sa structure de capital et y apporte des rajustements en fonction des changements qui touchent la conjoncture économique et des caractéristiques de risques des actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la société peut ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires, émettre de nouvelles actions, vendre des actifs pour améliorer la flexibilité et la performance financière ou modifier son programme d'achat et d'annulation d'actions. Aucun changement n'a été apporté par la société dans sa manière de gérer son capital depuis l'exercice précédent.

## 20 . GESTION DU RISQUE LIÉ AU CAPITAL (suite)

La société doit respecter certaines conditions imposées par diverses ententes bancaires.

Ces conditions comprennent, au niveau consolidé, le maintien sur une base trimestrielle d'un ratio de fonds de roulement minimum de 1,50 : 1 et d'un ratio d'endettement maximal de 3,25 : 1 et, sur une base annuelle, un ratio de dettes portant intérêts moins l'encaisse sur le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ») maximal de 3,00 : 1 et un ratio de couverture des charges fixes minimal de 1,10 : 1. Le ratio de couverture des charges fixes se définit comme étant le rapport du BAIIA plus l'encaisse en début d'année moins les acquisitions d'immobilisations et les rachats d'actions non financés sur la somme totale des versements de capital dus et/ou exigibles sur la dette totale plus les intérêts et les dividendes. La société doit aussi maintenir en tout temps une valeur d'emprunt supérieur au montant total des emprunts à court terme et à long terme, excluant les dettes à long terme dont le montant initial était de 4 000 000 \$, de 1 514 083 \$ US et 1 471 791 \$ US. La valeur d'emprunt se définit comme étant la somme de 75 % des comptes clients canadiens, 65 % des comptes clients US, 50 % des stocks déduction faite des comptes fournisseurs de moins de 30 jours, jusqu'à concurrence de 3 500 000 \$, et le montant d'encaisse en fonds US jusqu'à concurrence de 2 000 000 \$, des filiales Ascenseurs Savaria Concord Inc., Freedom et Liberty.

Pour sa filiale, Ascenseurs Savaria Concord Inc., ces conditions comprennent le maintien sur une base trimestrielle d'un ratio de fonds de roulement minimal de 1,10 : 1 et d'un ratio d'endettement sur l'avoir des actionnaires maximal de 2,50 : 1. Le montant maximal tiré sur la marge de crédit ne peut dépasser la somme de 75 % des comptes clients canadiens, 65 % des comptes clients US, 50 % des matières premières et 35 % des produits finis.

Quant à sa filiale, Van-Action (2005) Inc., elle doit maintenir sur une base trimestrielle un fonds de roulement d'au moins 1 200 000 \$ et un ratio d'endettement sur l'avoir des actionnaires maximal de 2,10 : 1. Le montant maximal tiré sur la marge de crédit ne peut excéder le moindre de 1 500 000 \$ et la somme de 90 % des comptes clients canadiens bénéficiant d'une subvention gouvernementale, 80 % de tous les autres comptes clients canadiens, 80 % des comptes clients suédois, 40 % des matières premières, déduction faite des comptes fournisseurs de moins de 30 jours et 50 % des véhicules sans excéder une valeur de 350 000 \$.

La société a respecté toutes les conditions imposées par ses prêteurs tout au long de l'exercice.

## 21 . OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La société a comptabilisé un montant de 58 151 \$ (49 842 \$ en 2009) pour des services fournis par une entité dont un associé est un administrateur et le chef de la direction financière de la société. Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par la société et les apparentés.

## 22 . ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

### A) Engagements

La société a conclu des ententes pour la location de ses locaux ainsi que des contrats de location-exploitation pour la location de matériel roulant et d'équipement représentant un engagement total de 3 507 079 \$ (4 267 538 \$ en 2009). Les paiements minimaux futurs exigibles en vertu de ces contrats de location-exploitation calculés au 31 décembre 2010, s'établissent comme suit :

2011	2012	2013	2014
1 923 426 \$	1 462 456 \$	106 309 \$	14 888 \$

### B) Éventualités

Dans le cours normal de son exploitation, la société fait l'objet de réclamations et de litiges. Bien que le dénouement des procédures ne puisse être déterminé avec certitude, la direction juge que toute responsabilité qui découlerait de telles éventualités n'aurait pas d'incidence négative importante sur les états financiers consolidés de la société.

23 . INSTRUMENTS FINANCIERS

Juste valeur

2010	Valeur comptable				Juste valeur
	Détenus à des fins de transaction	Détenus jusqu'à échéance	Prêts et créances et Autres passifs	Total	
<b>Actifs financiers</b>					
Trésorerie et équivalents	6 040 620 \$	- \$	- \$	6 040 620 \$	6 040 620 \$
Trésorerie et équivalents réservés	1 500 000	-	-	1 500 000	1 500 000
Comptes clients et autres débiteurs	-	-	9 785 934	9 785 934	9 785 934
Contrats de change à terme	105 395	-	-	105 395	105 395
Prêts à long terme	-	-	413 325	413 325	366 079
Placements à long terme en billets restructurés	1 290 041	-	-	1 290 041	1 290 041
Option de règlement	208 824	-	-	208 824	208 824
	<b>9 144 880 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>10 199 259 \$</b>	<b>19 344 139 \$</b>	<b>19 296 893 \$</b>
<b>Passifs financiers</b>					
Emprunts bancaires	- \$	- \$	1 990 000 \$	1 990 000 \$	1 990 000 \$
Créditeurs et charges à payer	-	-	6 654 046	6 654 046	6 654 046
Dette à long terme	-	-	13 391 765	13 391 765	13 368 718
	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>22 035 811 \$</b>	<b>22 035 811 \$</b>	<b>22 012 764 \$</b>

2009	Valeur comptable				Juste valeur
	Détenus à des fins de transaction	Détenus jusqu'à échéance	Prêts et créances et Autres passifs	Total	
<b>Actifs financiers</b>					
Trésorerie et équivalents	4 823 164 \$	- \$	- \$	4 823 164 \$	4 823 164 \$
Trésorerie et équivalents réservés	1 900 000	-	-	1 900 000	1 900 000
Comptes clients et autres débiteurs	-	-	6 942 252	6 942 252	6 942 252
Contrats de change à terme	555 484	-	-	555 484	555 484
Prêts à long terme	-	-	131 618	131 618	103 413
Placements à long terme en billets restructurés	1 309 568	-	-	1 309 568	1 309 568
Option de règlement	348 217	-	-	348 217	348 217
Placements à long terme autres qu'en billets restructurés	-	4 100 000	-	4 100 000	4 100 000
	<b>8 936 433 \$</b>	<b>4 100 000 \$</b>	<b>7 073 870 \$</b>	<b>20 110 303 \$</b>	<b>20 082 098 \$</b>
<b>Passifs financiers</b>					
Emprunts bancaires	- \$	- \$	1 080 000 \$	1 080 000 \$	1 080 000 \$
Créditeurs et charges à payer	-	-	6 248 985	6 248 985	6 248 985
Dette à long terme	-	-	10 696 919	10 696 919	10 668 735
	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>18 025 904 \$</b>	<b>18 025 904 \$</b>	<b>17 997 720 \$</b>

Le tableau qui suit présente les évaluations à la juste valeur inscrites au bilan, classées en fonction du caractère significatif des données utilisées pour effectuer les évaluations.

23 . INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

2010	Évaluations de la juste valeur à la date de clôture, d'après ce qui suit			Total
	Cours sur des marchés actifs pour des actifs identiques (niveau 1)	Autres données importantes observables (niveau 2)	Données importantes non observables (niveau 3)	
<b>Actifs financiers</b>				
Titres détenus à des fins de transaction				
Trésorerie et équivalents	6 040 620 \$	- \$	- \$	6 040 620 \$
Trésorerie et équivalents réservés	1 500 000	-	-	1 500 000
Contrats de change	-	105 395	-	105 395
Billets restructurés	-	-	1 290 041	1 290 041
Option de règlement	-	-	208 824	208 824
	<b>7 540 620 \$</b>	<b>105 395 \$</b>	<b>1 498 865 \$</b>	<b>9 144 880 \$</b>

2009	Évaluations de la juste valeur à la date de clôture, d'après ce qui suit			Total
	Cours sur des marchés actifs pour des actifs identiques (niveau 1)	Autres données importantes observables (niveau 2)	Données importantes non observables (niveau 3)	
<b>Actifs financiers</b>				
Titres détenus à des fins de transaction				
Trésorerie et équivalents	4 823 164 \$	- \$	- \$	4 823 164 \$
Trésorerie et équivalents réservés	1 900 000	-	-	1 900 000
Contrats de change	-	555 484	-	555 484
Billets restructurés	-	-	1 309 568	1 309 568
Option de règlement	-	-	348 217	348 217
	<b>6 723 164 \$</b>	<b>555 484 \$</b>	<b>1 657 785 \$</b>	<b>8 936 433 \$</b>

Au cours des exercices clos les 31 décembre 2010 et 2009, le rapprochement des éléments évalués à une juste valeur à partir de données non observables (niveau 3) était celui-ci :

	2010		2009	
	Billets restructurés	Option de règlement	Billets restructurés	Option de règlement
Solde au début de l'exercice	1 309 568 \$	348 217 \$	- \$	- \$
Transfert des placements en PCAA à la suite de la restructuration	-	-	1 780 126	-
Comptabilisation d'une option de règlement à la suite d'une entente de financement	-	-	-	901 776
Variation de la juste valeur des billets restructurés	154 674	(152 295)	742 529	(516 742)
Variation du taux de change	(70 446)	(12 890)	(186 462)	(122 702)
Intérêts capitalisés à la valeur des billets restructurés	5 927	-	9 097	-
Remboursement de capital à la suite de la disposition de billets restructurés	(109 682)	-	(1 035 722)	-
Incidence sur la valeur de l'option de règlement de la disposition de billets restructurés	-	25 792	-	85 885
Solde à la fin de l'exercice	<b>1 290 041 \$</b>	<b>208 824 \$</b>	<b>1 309 568 \$</b>	<b>348 217 \$</b>

**Facteurs de risques financiers**

La société évolue dans une industrie comportant divers risques financiers : le risque de marché (incluant le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité. Afin de réduire les effets négatifs sur son rendement financier, la société utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir le risque de change. La gestion des risques est assurée par une gestion de la trésorerie centralisée qui permet de définir, d'évaluer et de couvrir les risques financiers.

23 . INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

A) Risques de marché

Risque de change

La société réalise approximativement 52 % (57 % en 2009) de son chiffre d'affaires en monnaies étrangères et est, par conséquent, exposée à des risques de marché liés aux fluctuations des monnaies étrangères. Ces risques sont partiellement compensés par ses achats de matières en dollars US et par l'utilisation d'instruments financiers dérivés comme des contrats de change à terme. Ces contrats confèrent à la société l'obligation de vendre des dollars US à un taux prédéterminé.

La direction a établi une politique exigeant que la société gère le risque de change lié à sa devise fonctionnelle. L'objectif de cette politique consiste à minimiser les risques associés aux transactions en devises étrangères, plus particulièrement le dollar US, pour ainsi protéger le bénéfice brut contre les fluctuations importantes de la valeur du dollar canadien face aux devises étrangères et pour éviter la spéculation sur la valeur des devises. La société s'acquitte de cette tâche en concluant des contrats à terme sur devises. Selon la politique, un maximum de 75 % des entrées nettes prévues en devises américaines doit être couvert.

La société dispose d'une ligne de trésorerie de 2 300 000 \$ pour couvrir ses risques de pertes potentielles sur les contrats de change.

Les tableaux ci-dessous résument les engagements de la société à vendre des devises aux 31 décembre :

2010

Échéance	Type	Taux de change moyen	Montants contractuels (en dollars américains)
de 0 à 5 mois	Vente	1,0432	2 250 000 \$

2009

Échéance	Type	Taux de change moyen	Montants contractuels (en dollars américains)
de 0 à 9 mois	Vente	1,0821	18 000 000 \$

La juste valeur des instruments financiers dérivés reflète en général les montants estimatifs que la société paierait ou recevrait lors d'un règlement hypothétique des contrats à la date de clôture de l'exercice.

La juste valeur des instruments financiers, laquelle est présentée au cumul des autres éléments du résultat étendu, avant les impôts sur les bénéfices de 753 139 \$ (760 950 \$ au 31 décembre 2009), s'établit comme suit aux 31 décembre :

	2010	2009
Gains non réalisés sur contrats de change à terme venant à échéance à court terme	105 395 \$	555 484 \$
Gains sur contrats de change à terme encaissés en avance qui seront reconnus à court terme	2 093 952	501 244
	2 199 347	1 056 728
Gains sur contrats de change à terme encaissés en avance qui seront reconnus à long terme	667 346	1 715 756
	2 866 693 \$	2 772 484 \$

Au 31 décembre 2010 et 2009, si les autres variables demeuraient inchangées, une variation à la hausse ou à la baisse de 0,01 \$ de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain n'aurait pas d'effet significatif sur la variation de la juste valeur des contrats de change désignés comme couverture de flux de trésorerie du résultat étendu.

**23 . INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)**

Les gains et les pertes sur les instruments financiers ont été comptabilisés de la manière suivante aux états financiers :

	2010	2009
Gains (pertes) de change provenant des contrats de change	1 851 \$	(39 294) \$
Pertes de change sur les soldes monétaires libellés en dollars américains	(258 103)	(354 108)
Total des pertes de change comptabilisées au poste Autres revenus et charges	(256 252)	(393 402)
Gains (pertes) de change provenant des relations de couverture comptabilisées au poste Chiffre d'affaires	2 174 466	(1 822 867)
	<b>1 918 214 \$</b>	<b>(2 216 269) \$</b>

La société ne détient ni n'émet d'instruments financiers dérivés à des fins commerciales ou spéculatives. Les instruments financiers dérivés font l'objet de procédures standard de contrôle en ce qui concerne les conditions de crédit, les contrôles financiers et les procédures de gestion et de surveillance de risque.

Incidence du risque de change lié au dollar américain sur les éléments monétaires libellés en dollars US :

(en dollars US)

	2010	2009
Trésorerie et équivalents	6 508 393 \$	3 468 764 \$
Débiteurs	4 536 937	3 495 522
Prêts à long terme, incluant la portion à court terme	370 000	125 231
Créditeurs	(373 816)	(676 335)
Dette à long terme, incluant la portion à court terme	(1 978 769)	(2 079 010)
Total des éléments monétaires libellés en dollars US	<b>9 062 745 \$</b>	<b>4 334 172 \$</b>

Au 31 décembre 2010, si les autres variables demeuraient inchangées, une variation à la hausse ou à la baisse de 0,01 \$ de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain aurait comme incidence une diminution ou une augmentation des Autres revenus et charges de l'ordre de 91 000 \$ (43 000 \$ au 31 décembre 2009), 65 000 \$ (30 000 \$ au 31 décembre 2009) après impôts.

**Risque de taux d'intérêt**

Le risque de taux d'intérêt auquel est exposée la société découle de ses emprunts bancaires et de ses emprunts à long terme, de ses placements à long terme et de ses prêts à long terme. Les emprunts à taux variables exposent la société au risque de variation des flux de trésorerie en raison de la fluctuation des taux d'intérêt, tandis que les placements et emprunts à taux fixes exposent la société au risque de variation de la juste valeur en raison de la fluctuation des taux d'intérêt.

La société dispose d'une ligne de trésorerie de 600 000 \$ pour couvrir le risque de perte potentielle dans le cas où elle déciderait de convertir son taux d'intérêt variable sur la dette à long terme de 6 000 000 \$ à un taux fixe.

La société analyse de façon continue son exposition au risque de taux d'intérêt et examine les options de renouvellement et de refinancement qui lui sont disponibles pour minimiser ce risque.

Incidence du risque de taux d'intérêt sur les éléments monétaires à taux d'intérêt variable :

	2010	2009
Trésorerie et équivalents	(6 040 620) \$	(4 823 164) \$
Placements à long terme (certificat de placement garanti)	-	(4 100 000)
Emprunts bancaires	1 990 000	1 080 000
Dette à long terme, incluant la portion à court terme	10 439 202	10 582 994
Total des éléments monétaires à taux d'intérêt variable	<b>6 388 582 \$</b>	<b>2 739 830 \$</b>

Aux 31 décembre 2010 et 2009, si les autres variables demeuraient inchangées, une variation à la hausse ou à la baisse de 100 points de base du taux préférentiel n'aurait pas d'effet significatif sur le bénéfice net.



23 . INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

**Risque de prix**

Les produits de la société comportent des centaines de composantes fabriquées par près de 100 fournisseurs sur la scène internationale. Les prix de ces composantes peuvent varier et avoir une incidence sur les marges bénéficiaires de la société. Grâce à son modèle d'affaires flexible, la société peut changer de fournisseur au besoin afin de minimiser ce risque.

La société n'utilise pas de produits dérivés liés au prix des matières.

**B) Risque de crédit**

La trésorerie et équivalents de la société sont détenus ou émis par des institutions financières dont la cote de crédit est de qualité supérieure. Ainsi, la société considère que le risque de non-performance de ces contreparties est négligeable.

Les placements dans des billets restructurés font l'objet d'incertitude quant à leur valeur d'encaissement éventuelle (note 9).

La société consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Elle effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et elle minimise son risque de crédit en concluant des opérations avec un grand nombre de clients dans divers secteurs d'activité.

Les comptes clients sont portés au bilan, déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. L'incertitude entourant la probabilité de perception peut découler de divers indicateurs comme la détérioration de la solvabilité d'un client ou le report de la perception lorsque l'ancienneté des factures dépasse les modalités habituelles de règlement. La direction revoit régulièrement les comptes clients, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Aux 31 décembre, le classement chronologique des comptes clients et de la provision pour créances douteuses était comme suit :

2010	Courant 0-60 jours	60-90 jours	Plus de 90 jours	Total
Comptes clients	6 595 500 \$	1 591 377 \$	2 087 099 \$	10 273 976 \$
Provision pour créances douteuses	-	74 904	577 899	652 803
Soldes non provisionnés	6 595 500 \$	1 516 473 \$	1 509 200 \$	9 621 173 \$
<hr/>				
2009	Courant 0-60 jours	60-90 jours	Plus de 90 jours	Total
Comptes clients	5 014 080 \$	988 124 \$	2 395 359 \$	8 397 563 \$
Provision pour créances douteuses	38 787	73 171	1 368 595	1 480 553
Soldes non provisionnés	4 975 293 \$	914 953 \$	1 026 764 \$	6 917 010 \$

La provision pour créances douteuses a évolué comme suit depuis le 31 décembre :

	2010	2009
Provision pour créances douteuses au début de l'exercice	1 480 553 \$	1 221 371 \$
Augmentation de la provision	67 533	865 269
Radiation de comptes	(895 283)	(606 087)
Provision pour créances douteuses à la fin de l'exercice	652 803 \$	1 480 553 \$

Pour les autres créances, la société évalue de façon continue les pertes probables et constitue une provision pour pertes en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative.

**23 . INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)**

**C) Risque de liquidité**

Le risque de liquidité représente le risque que la société éprouve des difficultés à honorer ses engagements lorsqu'ils viennent à échéance. La direction analyse le niveau de liquidité de la société de façon continue pour s'assurer d'avoir suffisamment de liquidités pour respecter ses engagements. Afin de s'assurer de disposer des liquidités nécessaires pour remplir ses obligations à court terme, la société maintient des modalités de paiement avec ses clients semblables à celles dont elle dispose auprès de ses fournisseurs. La société dispose de facilités de crédit suffisantes pour combler les manquements temporaires de synchronisation entre les entrées et sorties de fonds.

Au 31 décembre 2010, la société disposait d'un fonds de roulement de 19 413 037 \$ (17 788 827 \$ au 31 décembre 2009) et de facilités de crédit non utilisées de 1 510 000 \$ (2 420 000 \$ au 31 décembre 2009).

Le tableau suivant résume les échéances contractuelles des passifs financiers aux 31 décembre :

2010	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	0 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 24 mois	Plus de 24 mois
Emprunts bancaires	1 990 000 \$	2 065 656 \$	330 813 \$	440 569 \$	678 138 \$	616 136 \$
Créditeurs	6 686 515	6 686 515	6 686 515	-	-	-
Dette à long terme, incluant la portion à court terme	13 391 765	14 431 869	1 868 619	1 793 001	4 177 564	6 592 685
	<b>22 068 280 \$</b>	<b>23 184 040 \$</b>	<b>8 885 947 \$</b>	<b>2 233 570 \$</b>	<b>4 855 702 \$</b>	<b>7 208 821 \$</b>
2009	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	0 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 24 mois	Plus de 24 mois
Emprunts bancaires	1 080 000 \$	1 128 019 \$	509 425 \$	59 019 \$	115 600 \$	443 975 \$
Créditeurs	6 248 985	6 248 985	6 248 985	-	-	-
Dette à long terme, incluant la portion à court terme	10 696 919	11 170 819	1 031 708	1 018 199	3 207 136	5 913 776
	<b>18 025 904 \$</b>	<b>18 547 823 \$</b>	<b>7 790 118 \$</b>	<b>1 077 218 \$</b>	<b>3 322 736 \$</b>	<b>6 357 751 \$</b>

**24 . SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES**

Au cours de l'exercice 2010, la société a comptabilisé des crédits d'impôt pour la recherche et le développement s'élevant à 620 339 \$ (484 912 \$ en 2009), ainsi que des crédits d'impôt pour apprentis de 95 418 \$ (néant en 2009). Ces crédits, dont 655 221 \$ (177 322 \$ en 2009) n'ont pas encore fait l'objet de cotisation par les autorités fiscales, ont été comptabilisés comme suit :

	2010	2009
En réduction des frais de développement reportés	107 764 \$	141 289 \$
En réduction du coût des marchandises vendues	95 418	19 279
En réduction des frais de vente et d'administration	512 575	324 344
	<b>715 757 \$</b>	<b>484 912 \$</b>

**25 . INFORMATION SECTORIELLE**

La société est structurée selon deux secteurs d'exploitation, le premier étant celui de la fabrication et de la distribution d'équipements résidentiels et commerciaux pour personnes à mobilité restreinte (Accessibilité), et le deuxième étant celui de la conversion et de l'adaptation de véhicules automobiles pour les personnes handicapées (Véhicules adaptés).

Les conventions comptables qui s'appliquent aux secteurs isolables sont les mêmes que celles décrites dans les principales conventions comptables.

**25 . INFORMATION SECTORIELLE (suite)**

Les informations par secteur d'exploitation se détaillent comme suit :

	2010			2009		
	Accessibilité	Véhicules adaptés	Total	Accessibilité	Véhicules adaptés	Total
Chiffre d'affaires	50 773 587 \$	14 462 188 \$	<b>65 235 775 \$</b>	43 216 484 \$	11 955 840 \$	55 172 324 \$
Bénéfice d'exploitation	4 325 341	22 220	<b>4 347 561</b>	2 198 283	556 280	2 754 563
Bénéfice net (perte nette)	2 534 181	(59 801)	<b>2 474 380</b>	1 730 115	528 035	2 258 150
Amortissement	1 031 094	221 926	<b>1 253 020</b>	712 872	121 257	834 129
Dépenses en capital	360 029	32 227	<b>392 256</b>	176 386	22 784	199 170
Actifs	38 675 961	9 283 852	<b>47 959 813</b>	34 768 689	5 119 258	39 887 947
Écart d'acquisition	4 204 526	769 745	<b>4 974 271</b>	506 230	-	506 230

Les informations par secteur géographique se détaillent comme suit :

	Ventes		Immobilisations corporelles et écarts d'acquisition	
	2010	2009	2010	2009
	États-Unis	<b>27 581 659 \$</b>	25 331 120 \$	- \$
Canada	<b>31 173 827</b>	24 007 809	<b>6 638 164</b>	1 923 777
Europe et ailleurs	<b>6 480 289</b>	5 833 395	<b>178 467</b>	148 237
	<b>65 235 775 \$</b>	55 172 324 \$	<b>6 816 631 \$</b>	2 072 014 \$

**26 . CHIFFRES COMPARATIFS**

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2010.